

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 167 | Date 28 août-3 septembre

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 27 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

29 août : Les autorités pénitentiaires turques ont arbitrairement révoqué le droit à la libération conditionnelle de 313 détenus depuis 2021.

1 septembre : La police de Muğla a arrêté 1 personne sur la base d'allégations de liens avec le mouvement Gülen.

2 septembre : La police turque a arrêté samedi 8 personnes à la suite de raids à Istanbul en raison de leurs liens présumés avec le mouvement Gülen.

PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

28 août : Un véhicule appartenant à JIN TV a été touché par une attaque de drone armé dans la zone entre Qamishli et Amuda dans le nord-est de la Syrie. Le conducteur du véhicule, Najmeddin Faisal, est décédé et la journaliste Dalila Agid a été blessée.

30 août : Şakir Turan, un détenu kurde de 70 ans, atteint d'un cancer de la gorge, est décédé alors qu'il suivait un traitement dans un hôpital de la province turque d'Erzincan.

1 septembre : Sezgin Tanrıku, législateur de l'opposition, révèle que 7 personnes, dont 2 mineurs, sont mortes lors d'incidents provoqués par des discours de haine, 5 personnes sont mortes en détention, 19 sont mortes en prison, 4 sont mortes à la suite de tirs de la police ou de l'armée ou en marchant sur une mine et 10 sont mortes à la suite de tirs aléatoires au cours des 7 premiers mois de l'année 2023.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

30 août : La police intervient lors de la déclaration de presse du syndicat des enseignants du secteur privé devant le bâtiment de l'association des écoles privées turques dans le district de Beyoğlu à Istanbul et arrête 30 personnes, dont Eren Edebali, président du syndicat, et des cadres syndicaux menottés dans le dos.

1 septembre : Le recteur de l'université Boğaziçi d'Istanbul, nommé par le président turc Recep Tayyip Erdoğan, a lancé une enquête disciplinaire sur les universitaires qui participent aux manifestations contre les recteurs nommés par le président de l'université.

2 septembre : La police d'Istanbul a arrêté 32 personnes, dont des militants et des membres des familles des Mères du samedi, lors de la 962e manifestation hebdomadaire du groupe sur la place Galatasaray d'Istanbul.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

28 août : Gökhan Özbek, journaliste indépendant propriétaire d'une plateforme d'information sur X, anciennement connue sous le nom de Twitter, et critique fervent des violations des droits humains en Turquie après le coup d'État, a été arrêté.

29 août : Le 9e tribunal pénal d'Ankara, à la demande du Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK), a bloqué l'accès à <https://www.voaturkce.com>, le site web de Voice of Amerika Turkish, au motif qu'il diffusait sur Internet sans licence de diffusion.

30 août : Ömer Çelik, arrêté dans le sud-est de la Turquie en juin 2022 et inculpé de terrorisme 10 mois plus tard, fait face à un autre acte d'accusation pour appartenance à une organisation terroriste en raison d'informations faisant état de son arrestation.

30 août : On apprend que le journaliste Mehmet Karakeçeli a été soumis à des violences physiques de la part d'une personne présumée être le garde du corps du maire du district de Viranşehir à Urfa le 30 août 2023 et a été menacé de mort en disant : « Si tu écris quelque chose sur la municipalité à partir de maintenant, tu vas mourir ».

1 septembre : Le militant, écrivain et journaliste Celalettin Can a été envoyé en prison pour purger une peine de 15 mois après avoir été reconnu coupable de diffusion de propagande terroriste pour avoir exercé les fonctions de rédacteur en chef symbolique d'un journal kurde aujourd'hui fermé.

1 septembre : La Direction provinciale de l'Éducation nationale de Çanakkale a ouvert une enquête contre un directeur d'école pour avoir partagé une photo de lui en train de boire de l'alcool.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

29 août : Akin Gürlek, un juge turc connu pour avoir condamné des dissidents, est nommé à la tête du Conseil des juges et des procureurs (HSK) de Turquie.

MINORITÉ KURDE

28 août : Des supporters d'Amedspor arrêtés pour ne pas s'être levés pendant le chant de l'hymne national ont été déférés au palais de justice pour « insulte aux signes de souveraineté de l'État ».

31 août : À Şırnak, un garçon de 12 ans heurté par un véhicule blindé de police est grièvement blessé.

1 septembre : On apprend que Doğukan Yen, membre de l'Assemblée des jeunes du Parti de la Gauche Verte, a été kidnappé et forcé à monter dans une voiture par deux personnes prétendant être des officiers de police dans le district d'Ataşehir à Istanbul le 25 août 2023. Doğukan Yen a été menacé alors qu'il se trouvait dans la voiture et a été libéré le même jour.

AUTRES MINORITÉS

30 août : On apprend qu'une femme transgenre nommée C. B. a été attaquée avec un extincteur alors qu'elle attendait à un arrêt de bus à Bursa et que 7 personnes, dont un enfant, ont été arrêtées.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

30 août : Semra Banko, une femme qui a été refoulée vers la Turquie depuis la Grèce, où elle s'était enfuie avec son mari, sa fille et son bébé de 18 mois pour échapper à l'emprisonnement sur la base de fausses accusations, a été arrêtée par les autorités turques.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

29 août : Le nombre de personnes en Turquie ayant déposé plainte pour mauvais traitements et brutalités policières en 2022 a augmenté de 22 % par rapport à l'année précédente.